

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, 8	
Référence: 559/2019	
18 SEP. 2019	
A traiter par:	Monsieur Fernand Etgen Président de la Chambre des Député-e-s Luxembourg
Copie à:	CHAMBRE DES DÉPUTÉS LUXEMBOURG

Entrée le 17 SEP 2019
1209

Luxembourg, le 17 septembre 2019

dél gréng
groupe parlementaire

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, je me permets de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** concernant l'alimentation des animaux d'élevage.

Selon les projections pour 2018 présentées par le Service d'économie rurale lors du dernier « Buchstellentag », les achats complémentaires d'aliments pour animaux dans l'agriculture luxembourgeoise auraient augmenté approximativement d'un tiers entre 2015 et 2018.

Le programme gouvernemental 2018-2023 souligne l'importance de favoriser une agriculture qui est liée au sol et qui améliore la souveraineté alimentaire.

Dans ce contexte et compte tenu du rôle important que jouent actuellement les animaux et les produits animaux dans la production agricole luxembourgeoise, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre :

1. Parmi les aliments pour animaux d'élevage utilisés actuellement sur des exploitations agricoles luxembourgeoises, quelle est la part des aliments qui ont été cultivés au Luxembourg et quelle est la part des aliments cultivés à l'étranger ? A combien de tonnes d'aliments et à quelle valeur ces parts correspondent-elles ?
2. Concernant les aliments pour animaux cultivés à l'étranger, Monsieur le Ministre serait-il en mesure
 - a. de fournir des chiffres ventilés par provenance (Intra-UE et extra-UE) ?
 - b. de ventiler la provenance de ces aliments par rapport à leur composition et leurs finalités prédominantes, à savoir leur apport principal en énergie ou en protéines respectivement ?
 - c. d'élaborer dans quelle mesure il existe des divergences entre les besoins dans l'agriculture biologique et conventionnelle ?
3. Comment la distribution des parts respectives a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

- 4. Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour diminuer la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux provenant de l'étranger, et plus particulièrement provenant de pays tiers ? Monsieur le Ministre serait-il en mesure de préciser les éléments-clés et les différentes étapes prévus par cette stratégie ? Le concept de l'agriculture liée au sol joue-t-il un rôle à cet égard ?**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'F. Benoy', written over a horizontal line.

François Benoy
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Aeff
Service des séances, plénières et
secrétariat général
Tél. 466 966 223
Fax 466 966 210
e-mail: caeff@cd.lu

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 17 septembre 2019

Objet : Question parlementaire n° 1209 du 17.09.2019 de Monsieur le Député François Benoy
- Alimentation des animaux d'élevage

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés



Réponse du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n° 1209 de l'honorable député Benoy François

1. Parmi les aliments pour animaux d'élevage utilisés actuellement sur des exploitations agricoles luxembourgeoises, quelle est la part des aliments qui ont été cultivés au Luxembourg et quelle est la part des aliments cultivés à l'étranger ? A combien de tonnes d'aliments et à quelle valeur ces parts correspondent-elles ?

Le ministère de l'Agriculture ne collecte pas de données propres sur la provenance des aliments pour animaux. Ainsi les informations fournies ci-après ne sont que des estimations sur base de l'exécution du contrôle officiel des aliments pour animaux.

Les exploitations agricoles nourrissent leurs animaux avec différents types d'aliments. La part cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger, varie fortement en fonction du type d'aliment et de l'exploitation agricole :

- l'herbe, le foin, l'ensilage d'herbe et de maïs sont en provenance à 100% du territoire luxembourgeois, sauf pour les exploitations opérant en régions frontalières qui exploitent aussi des terrains agricoles en dehors des frontières ;
- les céréales à paille, le maïs grain et les grains protéagineux sont également en provenance des exploitations luxembourgeoises. Une partie de ces produits sont utilisés directement sur l'exploitation, une partie est revendue aux établissements revendeurs ou fabricants d'aliments composés pour animaux. Ces derniers revendent une part des matières premières ou aliments composés à d'autres exploitations agricoles situées au Luxembourg, l'autre partie est destinée pour un approvisionnement des établissements à l'étranger. Ainsi, suivant les estimations, plus de 95% des céréales et protéagineux utilisés sur les exploitations agricoles luxembourgeoises, ont été cultivés au Luxembourg ;
- pour les matières premières et aliments composés achetés par les exploitations agricoles, certaines matières premières sont en provenance de l'étranger, comme le tourteau de soja ou les pulpes de betteraves sucrières. D'autres matières premières comme les céréales peuvent avoir été cultivées au Luxembourg ou à l'étranger (livraison en vrac sur l'exploitation ou incorporation dans des aliments composés). L'origine des ingrédients ne doit pas être déclarée sur l'étiquette. Celle-ci comporte uniquement des informations relatives à l'adresse du fabricant et du responsable d'étiquetage de l'aliment composé.

Il est ainsi difficile d'estimer exactement la part de la ration alimentaire cultivée au Luxembourg, respectivement à l'étranger (valeur pondérale et monétaire).

2. Concernant les aliments pour animaux cultivés à l'étranger. Monsieur le Ministre serait-il en mesure

- a. de fournir des chiffres ventilés par provenance (intra-UE et extra-UE) ?**
- b. de ventiler la provenance de ces aliments par rapport à leur composition et leurs finalités prédominantes, à savoir leur apport principal en énergie ou en protéines respectivement ?**
- c. d'élaborer dans quelle mesure il existe des divergences entre les besoins dans l'agriculture biologique et conventionnelle ?**

En absence du lieu de production indiqué sur l'étiquette, une ventilation des chiffres par provenance (UE, hors-UE) n'est pas possible. Ainsi, par exemple, pour des graines de soja importées des Etats-Unis ou en provenance d'Espagne conditionnées (pressées) par un fabricant d'aliments pour animaux situé dans un pays de l'UE, l'étiquetage du produit fini (tourteau de soja) mentionne le fabricant du tourteau de soja. Toutefois aucune référence n'est portée au pays d'origine du soja. Pour du tourteau de soja importé produit en-dehors de l'UE, l'adresse du fabricant située en dehors de l'UE figure toutefois sur l'étiquette. Il importe de signaler que l'importation de tourteau de soja est plutôt rare.

Les exploitations agricoles achètent des matières premières et aliments composés dans le but de compléter les rations alimentaires de leur cheptel animal. Les ensilages d'herbe, de maïs et les céréales cultivés produits majoritairement sur l'exploitation sont plus riches en énergie qu'en protéines. Souvent les sources protéiques disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour couvrir les besoins protéiques des fermes. La culture de pois et féveroles riches en protéines est peu intéressante d'un point de vue économique, de sorte que ces cultures sont moins développées au Luxembourg.

L'autonomie protéique des exploitations agricoles biologiques est souvent meilleure que pour le secteur conventionnel. En agriculture biologique, l'assolement des terres (installations successives de cultures variées) y joue un rôle prépondérant (fertilité des sols et non recours aux engrais chimiques et produits phytosanitaires). Il est donc probable que les aliments complémentaires achetés par les exploitations biologiques soient moins axés sur la composante protéique. Aussi, les vaches laitières ont des niveaux de production moins élevés que dans le secteur conventionnel et demandent donc une complémentation moins forte en aliments protéiques. Leur ration alimentaire est plus riche en herbe (pâturage et distribution d'ensilage d'herbe).

3. Comment la distribution des parts respectives a-t-elle évolué dans les cinq dernières années ?

Les quantités et les parts respectives varient d'année en année et dépendent des quantités d'aliments qui sont produites par les exploitations agricoles elles-mêmes. Lors des années de sécheresse, les exploitations agricoles doivent souvent acheter davantage d'aliments pour animaux pour nourrir leur cheptel. On peut néanmoins conclure qu'au cours des dix dernières années les exploitations agricoles ont augmenté la part de trèfle dans les prairies et pâturages dans le but d'augmenter leur autonomie protéique.

4. Le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour diminuer la dépendance vis-à-vis des aliments pour animaux provenant de l'étranger, et plus particulièrement provenant de pays tiers ? Monsieur le Ministre serait-il en mesure de préciser les éléments clés et les différentes étapes prévus par cette stratégie ? Le concept de l'agriculture liée au sol joue-t-il un rôle à cet égard ?

Il importe de signaler que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural suit de très près ce dossier et met en œuvre une stratégie visant une amélioration du taux d'autosuffisance des protéines végétales dans plusieurs domaines.

D'une part, le Ministère de l'Agriculture soutient des projets de recherche qui visent à augmenter l'autarcie fourragère et finance notamment la conduite de la culture de soja, de pois, de fèves et de prairies permanentes en champs d'essais et de démonstration. Par ailleurs, la politique gouvernementale vise depuis des décennies le maintien et la conservation des prairies et pâturages permanents qui constituent une importante source de protéines pour les ruminants.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture soutient le conseil agricole pour aider les exploitations agricoles à élaborer une stratégie de gestion du système prairie en vue d'une valorisation maximale de l'herbe sur l'exploitation ainsi que pour mettre en place des cultures de légumineuses.

Finalement, lors de la mise en œuvre de la réforme de la PAC de 2013, le Ministère de l'Agriculture a introduit une aide couplée spécifique prenant en compte les surfaces emblavées en protéagineuses dans le cadre de la mise en place du mécanisme du verdissement et a mis en place une prime au soutien à la rotation des cultures.

Depuis lors les surfaces cultivées en légumineuses ont doublé en passant de 800 à 1600 ha.

Toutefois, il importe de signaler que le Luxembourg ne dispose pas de surfaces agricoles suffisantes pour assurer une autosuffisance protéique totale. Les surfaces de prairies et pâturage (52% des surfaces agricoles) constituent une source inégalée de protéines qu'il importe d'exploiter davantage, permettant, comme dans le passé, que l'élevage lié au sol constitue également dans le futur le pilier central de l'agriculture luxembourgeoise.
